



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

**Réponse du Premier ministre François FILLON
à une question de Jean-Marc AYRAULT (groupe SRC)
lors des questions au Gouvernement à l'Assemblée Nationale**

mardi 7 septembre 2010

- "Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les députés,
Monsieur le président Ayrault,

Dans notre démocratie, il est légitime qu'une question aussi fondamentale que celle des retraites suscite de vifs débats. Et je veux d'abord dire que ceux qui ont choisi aujourd'hui de manifester doivent être respectés. Le Gouvernement entend leurs inquiétudes, et le Gouvernement écoute leurs propositions et il est ouvert au débat, pour peu que l'on ne perde pas de vue l'objectif de la réforme. La réforme des retraites que nous proposons a un objectif : faire en sorte que les retraites des Français soient payées demain. Ce n'est pas le cas si nous restons dans le *statu quo*.

Ceux qui ont choisi de ne pas manifester doivent aussi être respectés. Et je voudrais en particulier remercier ceux qui ont fait le choix d'assumer leurs responsabilités professionnelles, n'aggravant pas ainsi la situation économique et financière de notre pays.

Je veux d'ailleurs, au passage, souligner, mesdames et messieurs les députés, que notre démocratie a progressé grâce à une décision importante que vous avez prise, celle sur le service minimum, puisque aujourd'hui en France on peut d'un côté manifester son opposition, faire grève, et de l'autre côté, faire en sorte que le pays ne soit pas bloqué et que les usagers puissent, dans les meilleures conditions possibles, se rendre à leur travail.

La question des retraites, monsieur Ayrault, et vous le savez bien, il suffit de regarder ce qui se passe autour de nous, n'est pas une question de gauche ou de droite. C'est juste une question démographique. Si nous avons choisi de proposer d'augmenter à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, c'est parce que depuis 1950, nous avons gagné quinze années de vie. Et c'est aussi parce que l'ensemble des pays européens, sans aucune exception, a choisi cette solution. Je dirais même plus : aujourd'hui, dans la quasi-totalité des pays européens, le débat qui est engagé et que vous appelez de vos vœux, entre opposition et majorité, entre syndicats et patronat, c'est un débat pour savoir si on passe de 65 à 66, à 67 ou 68 ans. En proposant 62

ans, le Gouvernement a fait un choix raisonnable, et en même temps un choix qui est incontournable pour assurer le financement des retraites des Français.

Alors, monsieur le président Ayrault, vous nous dites : on va débattre maintenant, projet contre projet. Oui, c'est ici à l'Assemblée nationale, c'est ici dans votre assemblée que désormais se joue le sort des retraites des Français et de la réforme que nous proposons. Projet contre projet, article après article, argument contre argument, ce que je vous demande c'est de vous élever au-dessus des caricatures et des postures. Et nous allons confronter nos chiffres et nous allons confronter les propositions qui sont les nôtres. Et c'est la fierté, et c'est l'honneur du Parlement que d'engager ce débat, lui qui est le dépositaire de la souveraineté nationale.

Mais monsieur Ayrault, et je voudrais en terminer là, un projet c'est important, mais la crédibilité de ceux qui le portent c'est aussi important. Or depuis 1993, la gauche n'a jamais tenu un seul des engagements qu'elle a pris en matière de retraites. Et les Français aujourd'hui doivent le savoir. En 1993, vous aviez promis d'abroger la réforme Balladur, vous ne l'avez pas fait. En 2003, vous aviez promis d'abroger la réforme que nous allons porter ; vous l'avez aujourd'hui intégrée dans les propositions que vous faites. Et en 2007, vous avez combattu la réforme des régimes spéciaux ; je n'ai trouvé aucune phrase dans votre projet qui vise à revenir sur cette réforme. Tout se passe comme si une bonne réforme pour vous, c'était la précédente. Et au moment où nous en proposons une nouvelle, celle que vous avez combattue devient la bonne. Eh bien j'espère que cette fois-ci, vous saurez ne plus être en retard sur l'histoire.